

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BECAM HERVE

Kergollay
29430 LANHOUARNEAU

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052901415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement BECAM HERVE implanté Lanquistillic (site A: poulalliers 1 et 2) 29430 LANHOUARNEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BECAM HERVE
- Lanquistillic (site A: poulalliers 1 et 2) 29430 LANHOUARNEAU
- Code AIOT : 0052901415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- [{Non Renseigné}](#)

L' Exploitation BECAM Hervé est un élevage avicole situé sur la commune de Lanhouarneau aux lieux-dits "Lanquistillic" et "Penn ar Créac'h". Cet élevage est soumis au régime de l'Autorisation par l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 04/05/2011, pour 154000 animaux-équivalents volailles. Actuellement, y sont élevées des "poulettes futures-repro" et "poulettes futures-pondeuses".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [Sécurité élevage](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les non-conformités concernant les déclarations DFA et GEREPR relevées lors de la dernière inspection en date du 17/05/2017 ont été corrigées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | / | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 2 | Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 4 | Défense externe contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3 | Accessibilité aux services de secours | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | / | Sans objet |
| 5 | Défense interne contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| 6 | Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| 7 | Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | Sans objet |
| 8 | Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | / | Sans objet |
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | / | Sans objet |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 11 | Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contactez le SDIS afin de trouver une solution adaptée en réserve incendie pour les deux sites. Etablir un Registre des Risques en adéquation avec la dimension de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| Constats : non conforme. absence de Registre des Risques. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| Constats : non conforme. absence de 'Fiches Données de Sécurité' pour les produits utilisés. |
| Observations : cependant, l'exploitant dispose des notices collées sur les bidons. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Accessibilité aux services de secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| Constats : conforme. les installations sont directement accessibles depuis la route et accès aménagés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Défense externe contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. |
| Constats : non conforme. Absence de réserve DECI sur les 2 sites exploités. Contacter le SDIS pour l'étude d'une solution adaptée à chacun des 2 sites. |
| Observations : Concernant le site de Penn ar Créac'h, l'exploitant informe d'une entente avec l'élevage voisin doté d'une lagune à moins de 200m. Contacter le SDIS pour validation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : Défense interne contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. |
| Constats : conforme. présence d'extincteur CO2 au magasin de chaque bâtiment près des tableaux électriques. Contrat de suivi avec 'Iroise Protection'. Dernière vérification en avril 2022. |
| Observations : Toutefois, prévoir d'indiquer l'emplacement des extincteurs sur un plan de masse dédié aux zones à risques. Ce document est à intégrer au Registre des Risques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. |
| Constats : conforme. |
| Observations : Toutefois, prévoir d'afficher les instructions en cas d'urgence (alerte dysfonctionnements élevage, électrique, gaz ou incendie). Ces documents sont à intégrer au Registre des Risques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Installations électriques et techniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : conforme. L'exploitation fait appel à l'entreprise 'PremelCabic' pour tout travaux et vérifications concernant ses installations électriques et gaz. Le fournisseur en gaz est 'Butagaz' pour le contrôle annuel des cuves. |
| Observations : Toutefois, convenir avec l'intervenant choisi d'un contrôle périodique complet des installations électriques et gaz. Ces documents de suivi sont à intégrer au Registre de Risques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ; -50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| Constats : conforme. |
| <p>Observations : Toutefois,</p> <p>une partie des produits utilisés ne sont pas stockés aux emplacements dédiés et sécurisés.</p> <p>Veiller à stocker séparément les produits incompatibles (combustibles, traitement,...) en zone sécurisée avec capacité de rétention en cas de fuite.</p> <p>Ces zones doivent être maintenues en bon état: dépoussiérer ces zones comme les installations électriques.</p> <p>Les 'Fiches Données Sécurité' de ces produits sont à intégrer au Registre des Risques de l'Exploitation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| Constats : conforme. la consommation en eau est notée quotidiennement dans les fiches d'élevage (suivi des lots). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : conforme. Les réseaux d'eau sont munis de compteurs. Il n'y a pas de connexité entre le réseau public et le réseau lié au forage. Les analyses bactériologiques, physico-chimiques et nitrates sont réalisées annuellement sur l'eau des forages. Dernières analyses réalisées le 03/12/2021. |
| Observations : Réaliser aussi des analyses bactériologiques et 'nitrates' sur eau brute non chlorée sur eaux des forages. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| Constats : conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |